

DANS UN APPEL TÉLÉPHONIQUE

Le président de la République félicite la gymnaste Kaylia Nemour pour sa médaille d'or

P 16

PARTENARIAT ALGÉRO-ITALIEN

Un hub énergétique innovant pour la transition verte

Le partenariat entre l'Algérie et l'Italie dans la production d'électricité verte constitue un hub énergétique de premier plan pour la région. Basée sur des critères bien établis, cette collaboration exploite les ressources naturelles des deux pays pour produire de l'énergie renouvelable. P 3



PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

L'Algérie génère un excédent selon l'analyste Hidoussi



La production d'électricité en Algérie a connu une augmentation significative, atteignant 25 000 mégawatts. En comparaison, la consommation intérieure lors des périodes de pointe, (lorsque la demande est la plus élevée), a atteint 19 000 mégawatts.

P 5

CPE

Adoption de deux importantes décisions

Le Conseil de Participation de l'Etat (CPE) qui vient de tenir, sous la présidence du Premier Ministre Nadir Larbaoui, sa 187e session, ce lundi, a acté la création du groupement des travaux maritimes (GTM), a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

P 3

AVEC DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES ET UNE EXPANSION TECHNOLOGIQUE
Sonatrach renforce son influence globale



Au cours des deux derniers mois, Sonatrach a considérablement renforcé sa présence sur la scène internationale et consolidé ses projets stratégiques, marquant ainsi une étape décisive dans son plan de développement. En juin, la compagnie a signé un protocole d'accord avec Chevron FEA International Ventures Ltd., en présence de Rachid Hachichi, Président Directeur Général de Sonatrach, et de Liz Schwarze, Vice-Présidente Exploration Internationale de Chevron.

P 5

STRATÉGIE NATIONALE DE SÉCURITÉ SANITAIRE

Un diagnostic stratégique approfondi vers un plan d'actions multisectoriel P 2

VIANDES BLANCHES

Destockage de quantités importantes pour stabiliser les prix P 4

EN VUE DE CRÉER UNE SOCIÉTÉ MIXTE

Sonatrach et la société égyptienne Petrojet signent un protocole d'entente P 4

POUR LA PREMIÈRE FOIS
DEPUIS JANVIER
**Le dollar retombe
sous les 145 yens**

Le dollar est repassé brièvement lundi matin sous la barre des 145 yens pour la première fois en près de sept mois, alors que la devise nippone est renforcée par le resserrement monétaire japonais et les inquiétudes quant à la santé de l'économie américaine.
Le billet vert remontait légèrement, à 145,18 yens vers 01H30, après être tombé précédemment à 144,77 yens, au plus bas depuis mi-janvier. (APS)

SEAAL
**L'Entreprise
renouvelle la
certification ISO
9001 de son
système de
management de la
qualité**

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a annoncé, lundi dans un communiqué, le renouvellement de la certification ISO 9001 de son système de management de la qualité et le maintien de l'accréditation ISO 17025 de son Laboratoire central. La SEAAL a indiqué, dans son communiqué, avoir fait l'objet, entre le 30 juin et le 2 juillet 2024, d'un audit rigoureux mené par l'Organisme de certification et d'évaluation de la conformité VERA Conformité, qui a conclu que "les pratiques de la société sont conformes aux exigences de la norme ISO 9001 version 2015". Le renouvellement de cette certification "marque le début du quatrième cycle d'accréditation de la société et traduit son engagement constant à promouvoir le service public de l'eau et de l'assainissement", a souligné la même source.

STRATÉGIE NATIONALE DE SÉCURITÉ SANITAIRE

**Un diagnostic stratégique
approfondi vers un plan
d'actions multisectoriel**

L'Agence nationale de Sécurité sanitaire la première réunion des sous-comités thématiques pour finaliser le diagnostic stratégique et d'entamer la préparation du plan d'actions multisectoriel y afférent, indique lundi un communiqué de cette Agence.

"En complément des travaux du Comité permanent pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation de la Stratégie nationale de Sécurité sanitaire (SNSS) 2025-2030, qui s'est réuni à plusieurs reprises dans le but d'établir la vision et les objectifs de cette stratégie à l'horizon de 2030, l'Agence nationale de sécurité sanitaire

organise la première réunion des sous-comités thématiques rattachés à ce Comité permanent aux fins de finaliser le diagnostic stratégique et d'entamer la préparation du plan d'actions multisectoriel y afférent", précise la même source.
Avec la participation de plus de 100 représentants de divers départements

ministériels et organismes concernés par les aspects liés à la sécurité sanitaire, et en présence d'experts en planification stratégique, cette réunion axée sur le principe de "La santé dans toutes les politiques", est organisée sur deux journées consécutives (5 et 6 août) sous forme d'ateliers thématiques.

MÉDÉA

3.000 enfants ont bénéficié de sorties en mer

3.000 enfants issus des communes de Médéa ont bénéficié de sorties en mer lors de la première phase du "Plan bleu 2024" initié par le secteur de la jeunesse et des sports et les collectivités locales, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports.

Ce nombre d'enfants ayant profité de la mer et ses délices du 8 au 31 juillet dernier, représente le tiers du nombre d'enfants ciblés par ce programme de loisirs, estimé à 10.000 enfants, a-t-on fait savoir. Programmées en plusieurs vagues, ces sorties en mer qui se poursuivront jusqu'à

la fin du mois d'août, ont eu lieu vers des plages surveillées des côtes de la wilaya de Boumerdes et sous l'encadrement de la direction de la jeunesse et des sports et de l'Office des établissements de jeunesse (ODEJ), a-t-on ajouté.

BECHAR

**Une dizaine de piscines mobiles pour les communes
et zones éloignées**

Une dizaine de piscines mobiles ont été octroyées à des communes et localités éloignées de la wilaya de Bechar, a-t-on appris lundi des services de la wilaya. Il s'agit des com-

munes de Erg-Farradj, Mechraa Houari-Boumediene, M'rja, Lahmar, Mougheul, Boukais et les localités éloignées Rosf Ettayba et Oued Lakhdar dans la commune frontalière de Béni-Ounif, et celles

de Zaouia Tahtania et Zaouia El-Fougania dans la commune de Taghit, a-t-on précisé. Financée par le secteur de la Jeunesse et des Sports et pilotée par l'Office du complexe omnisports de la wi-

laya (OPOW), cette opération vient combler le déficit en bassins de natation, constaté dans ces zones de la wilaya, et offrir des lieux de détente et de distraction aux jeunes, a-t-on expliqué.

AUTOROUTE DE BOUMERDES

Onze blessés dans une chute d'un conteneur sur un bus

Onze personnes, dont sept enfants, ont été blessées, ce lundi matin, dans la wilaya de Boumerdes suite à une collision entre un camion semi-remorque et un bus de transport des voyageurs,

indique la direction générale de la Protection civile (DGPC).
Selon la même source, le secours sont intervenus aux environs de 8h 30mn suite à une chute et à la colli-

sion d'un conteneur avec le côté gauche d'un bus de transport des voyageurs en provenance d'Oum El Bouaghi sur l'axe autoroutier de Khemis El Khechna, reliant Bou-douaou-Zeralda.

Une enquête a immédiatement été diligentée par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les circonstances de ce sinistre.

RELIZANE

**Démantèlement d'un réseau de narcotrafiquants
et saisie de plus de 14 kilos de kif traité**

Les services de police de Relizane ont réussi, récemment, à mettre fin à l'activité d'un réseau criminel composé de sept individus, spécialisé dans le transport et le trafic de drogue, avec la saisie de plus de 14 kilos de kif traité, a-t-on appris, lundi, de

la Sûreté de wilaya. La cellule de communication et des relations publiques a expliqué que cette opération a été menée par des membres de la Brigade de lutte contre les stupéfiants du service de wilaya de la police judiciaire, suite à l'exploitation d'informations faisant

état de l'existence d'un réseau criminel organisé activant dans le domaine du trafic et du transport de drogues. Après coordination avec le parquet local, sept membres de ce réseau criminel ont été arrêtés et 14 kilos et 460 grammes de kif traité ont été saisis, selon la même

source, qui a indiqué qu'une voiture et des téléphones portables utilisés par ce réseau ont été saisis. Une procédure judiciaire a été engagée contre les suspects, qui ont été présentés devant les instances judiciaires territorialement compétentes, selon la même source.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PARTENARIAT ALGÉRO-ITALIEN

Un hub énergétique innovant pour la transition verte

Le partenariat entre l'Algérie et l'Italie dans la production d'électricité verte constitue un hub énergétique de premier plan pour la région. Basée sur des critères bien établis, cette collaboration exploite les ressources naturelles des deux pays pour produire de l'énergie renouvelable. L'Italie, forte de son expertise technologique en énergies renouvelables, s'associe à l'Algérie, riche en ressources solaires et éoliennes, pour créer un centre énergétique ayant un impact significatif dans la région euro-méditerranéenne, a indiqué Boukhalfa Yaici, directeur général de Green Energy Cluster Algeria.

Par Mourad A.

Intervenant à l'émission « L'Invité de la rédaction » sur la chaîne 3 de la Radio nationale, Boukhalfa Yaici a expliqué que le marché de l'électricité dans la région euro-méditerranéenne est en pleine expansion. Les besoins énergétiques sont définis jusqu'en 2030, avec une demande estimée à 2400 terawattheures par an, croissant de 1,8 % à 2,9 % par an en raison du développement économique rapide de la région. Cette croissance offre de nombreuses opportunités pour les producteurs d'électricité, notamment pour répondre aux besoins accrus des industries et des ménages. Le marché européen de l'énergie, en plein essor, offre également des perspectives pour le gaz. Selon le DG de Green Energy Cluster Algeria, la demande croissante en énergie renouvelable ouvre de nouvelles opportunités pour les producteurs algériens, qui peuvent exploiter leur potentiel en énergies vertes pour répondre aux besoins européens. Le partenariat algéro-italien permet à l'Algérie de se positionner avantageusement sur ce marché compétitif, en offrant une énergie propre et durable. Face à une concurrence accrue, l'Algérie doit intensifier son exploitation énergétique pour répondre à la demande croissante, estimée à 40 % conditionnée par des exigences européennes. Depuis la pandémie de COVID-19, la demande en électricité a fortement augmenté en raison du rebond de la consommation et de l'intégration des



énergies renouvelables. Pour rester compétitive, l'Algérie doit augmenter sa production tout en améliorant l'efficacité et la durabilité de ses opérations. Boukhalfa Yaici a également souligné que l'Algérie a fait le choix stratégique des énergies renouvelables pour produire de l'électricité verte, répondant ainsi aux besoins du marché européen, en quête de sources d'énergie durables et respectueuses de l'environnement. En investissant dans les énergies solaires et éoliennes, l'Algérie se positionne comme un fournisseur clé, contribuant à la transition énergétique de l'Europe tout en renforçant sa propre sécurité énergétique. Le partenariat algéro-italien dans la production d'électricité verte et l'orientation

stratégique de l'Algérie vers les énergies renouvelables permettent au pays de répondre aux besoins croissants du marché euro-méditerranéen. Cette collaboration place l'Algérie comme un acteur majeur dans la transition énergétique globale, offrant des opportunités significatives pour le développement économique et la durabilité environnementale. Pour rappel, le "Green Energy Cluster Algeria" est une initiative visant à promouvoir et développer des solutions énergétiques durables en Algérie. Ce cluster réunit divers acteurs du secteur pour favoriser l'innovation et la collaboration dans les énergies renouvelables, renforçant ainsi la transition énergétique du pays vers des sources plus écologiques et efficaces.

TISSEMSILT/FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 4.000 places pédagogiques pour la session d'octobre

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Tissemsilt prévoit 4.150 postes pédagogiques en prévision de la rentrée professionnelle de la session d'octobre prochain, a-t-on appris, lundi, de la Directrice de wilaya du secteur, Zahra Djedi. Ces postes sont répartis dans les modes de formation par apprentissage et celui couronné par un certificat de qualification ou de technicien supérieur dans plusieurs spécialités, dont 1.040 postes pédagogiques pour les bénéficiaires de l'allocation chômage, en plus de 1.150 postes pour le mode de formation présentielle. La même responsable a souligné que les postes de formation disponibles ciblent

les spécialités requises par le marché du travail de la région, notamment celles liées à l'agriculture, avec 900 postes, suivies du secteur des travaux publics et du bâtiment avec 760 postes, et ce pour fournir une main d'œuvre technique, ceci au vu des grands chantiers que connaît le même secteur à travers le programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de la wilaya. Le reste des offres de formation est réparti dans divers autres domaines, tels que le bois, l'ameublement, la fabrication du cuir, l'hôtellerie, l'informatique, entre autres. Les inscriptions pour la session d'octobre ont débuté, le 27 juillet dernier, via la pla-

teforme "Mihnati" et se poursuivront jusqu'au 28 septembre prochain, selon la même source. La Directrice du secteur a également fait part de l'ouverture d'une nouvelle spécialité pour cette session, à savoir la plantation de plantes médicinales et aromatiques, en collaboration avec les secteurs des forêts et de l'agriculture, et ce dans le cadre de l'adaptation à la spécificité de la wilaya à caractère forestier. Pour rappel, le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Tissemsilt recense 12 établissements, dont 10 centres de formation CFPA et deux instituts nationaux spécialisés, avec une capacité d'accueil globale de plus de 3.100 places pédagogiques.

ENERGIE

La baisse des prix du pétrole se poursuit

Les prix du pétrole poursuivaient leur baisse ce lundi sur les marchés mondiaux, fortement affectés par les craintes liées à la chute de la demande américaine et chinoise en plus des craintes d'une nouvelle escalade au Moyen-Orient. Vers 12h30 le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, perdait 1,48% à 75,67 dollars, peu après avoir touché un plus bas depuis début janvier. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, cédait 1,69%, à 72,28 dollars, peu après avoir dégringolé jusqu'à un plus bas en six mois.

CPE

Adoption de deux importantes décisions

Le Conseil de Participation de l'Etat (CPE) qui vient de tenir, sous la présidence du Premier Ministre Nadir Larbaoui, sa 187e session, ce lundi, a acté la création du groupement des travaux maritimes (GTM), a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. « Le groupement des travaux maritimes constituera un outil fiable et efficace pour la concrétisation et la réalisation des projets et des investissements à venir » explique la même source. Par ailleurs, la question de la régulation définitive du dossier des biens fonciers et immobiliers saisis par la justice : « Ces biens saisis seront transférés en contrepartie de sommes financières à des sociétés économiques publiques » explique la même source.

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE

Plus de 20.000 exploitations agricoles recensées à Relizane

Plus de 20.000 exploitations spécialisées dans la production agricole et animale ont été recensées dans la wilaya de Relizane, dans le cadre de l'opération de recensement général de l'agriculture (RGA) de l'exercice 2024, a-t-on appris dimanche auprès de la direction des Services Agricoles (DSA). L'opération, qui s'est déroulée dans de bonnes conditions, a permis de recenser 20.700 exploitations spécialisées dans la production agricole et animale, a indiqué le chef du service des statistiques et enquêtes économiques, Bachir Kadouri. Le taux de recensement des exploitations spécialisées dans la production agricole et animale a atteint 106 pc dans la wilaya de Relizane, selon la même source, qui a souligné que ce taux a dépassé les estimations et l'objectif élaborés par la direction du secteur, et ce grâce à l'engouement des agriculteurs pour le RGA. Ce recensement a permis de déterminer le nombre et le volume des exploitations, l'usage des terres et des surfaces cultivées, les récoltes agricoles, le cheptel, outre la disponibilité de données précises sur les agriculteurs et les filières dans lesquelles ils exercent.

VIANDES BLANCHES

Déstockage de quantités importantes pour stabiliser les prix

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a décidé, en coordination avec le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, le déstockage de quantités importantes de viandes blanches sur le marché national à des prix compétitifs, en vue de lutter contre la spéculation et la hausse injustifiée des prix, a indiqué,

dimanche, un communiqué du ministère de l'Agriculture. "Dans le cadre de la régulation du marché national et de la stabilité des prix des viandes blanches ainsi que de la lutte contre la spéculation et la hausse injustifiée des prix afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural

a décidé, en coordination avec le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, de déstocker des quantités importantes de viandes blanches disponibles au niveau de la Société algérienne de régularisation des produits agricoles (SARPA) et de l'Office national des aliments de bétail (ONAB)", lit-on dans le communiqué.

EN VUE DE CRÉER UNE SOCIÉTÉ MIXTE

Sonatrach et la société égyptienne Petrojet signent un protocole d'entente

Le groupe Sonatrach a signé, dimanche à Alger, avec la société égyptienne Petrojet un protocole d'entente qui permettra d'étudier la faisabilité de créer une société mixte spécialisée dans la conception et la fabrication, en Algérie, d'équipements, ainsi que les prestations de services, indique Sonatrach dans un communiqué.

La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du P-dg de Sonatrach, Rachid Hachichi et de Waleed Lotfy, P-dg de Petrojet. Entrant dans le cadre du protocole d'entente conclu entre le ministère de l'Energie et des Mines et le ministère du Pétrole et des Ressources minérales égyptien, le 25 octobre 2022 au Caire, dans les domaines du pétrole, du gaz

et des mines, cet accord "permettra de cadrer les travaux qui porteront sur l'étude de l'opportunité et de la faisabilité pour la création d'une société mixte, spécialisée dans la conception et la fabrication, en Algérie, des équipements statiques sous pression, certifiés ASME (American Society of Mechanical Engineers), ainsi que les prestations de services liées", précise-t-on.

AAPI

8.465 projets d'investissement déclarés

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré, jusqu'à la fin du mois de juillet dernier, 8.465 projets d'investissement déclarés à travers le pays d'une valeur de 3.840 milliards DA, a annoncé, dimanche à Saïda, le Directeur Général de l'AAPI, Omar Rekkache. Présidant un séminaire régional sur l'investissement, en présence des walis de Saïda, Tiaret, Sidi Bel Abbès, Mascara, Nâama, El Bayadh et des investisseurs et porteurs de projets de ces wilayas, le même responsable a souligné que "les investisse-

ments enregistrés à travers les guichets de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, depuis le lancement de son activité en novembre 2022 et jusqu'au 31 juillet dernier, ont atteint 8.465 projets d'investissement d'un montant global de 3.840 milliards DA". Il a ajouté qu'il est prévu de générer, à la faveur de ces projets

d'investissement, quelque 210.000 postes d'emploi directs, signalant que les projets qui concernent des opérateurs étrangers enregistrés par l'AAPI, durant la même période, ont atteint 154 projets, dont 55 investissements directs étrangers (IDE) et 99 autres dans le cadre du partenariat.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 05 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 05 Août 2024

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
			مoyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre		94	114	74	البطاطا
	Tomate		69	82	56	الطماطم
	Oignon sec		42	48	36	البصل الجاف
	Ail sec		333	388	279	الثوم الجاف
	Carotte		70	78	61	الجزر
	Navet		120	134	106	لفت
	Poivron		98	110	86	الفلفل الأخضر
	Piment		108	121	94	الفلفل الحار
	Courgette		83	94	72	الكوسة
	Haricot vert		195	214	177	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue		96	108	84	الخس
	Pomme locale		404	501	307	التفاح المحلي
	Datte		555	682	428	التمر
	Melon		109	122	97	البطيخ الأصفر
	Pastèque		83	94	73	البطيخ الأحمر
Produits d'origine animale	Banane		370	384	356	الموز
	Viande bovine locale		1750	1885	1615	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair		484	496	472	الدجاج
	Œufs (Unité)		15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)		96	102	91	حليب البقر (لتر)

BLIDA

Près de 9.000 places pédagogiques pour la session professionnelle d'octobre

Près de 9.000 places pédagogiques sont proposées par la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP) de Blida au titre de la session professionnelle d'octobre prochain, a-t-on appris dimanche auprès de cette institution. "Au total, 8.866 places pédagogiques dans différents modes de formation seront ouvertes à l'occasion de la rentrée professionnelle d'octobre prochain", a indiqué à l'APS, le chargé des affaires administratives et financières à la DFEP, Mohamed Adid. Il a noté la possibilité d'atteindre 10.000 places de formation, en se référant aux expériences de ces deux (2) dernières années, durant lesquelles le secteur a enregistré une "très forte demande de la part des jeunes en quête d'une formation qualificative pour intégrer le monde du travail". Les inscriptions pour la session d'octobre ont commencé fin juillet dernier et se poursuivront jusqu'au 28 septembre, à travers la totalité des établissements, centres et instituts de formation des 25 communes de Blida, a-t-il, par ailleurs, informé.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

L'Algérie génère un excédent selon l'analyste Hidoussi

La production d'électricité en Algérie a connu une augmentation significative, atteignant 25 000 mégawatts. En comparaison, la consommation intérieure lors des périodes de pointe, (lorsque la demande est la plus élevée), a atteint 19 000 mégawatts. Cette différence positive entre la production et la consommation a permis à l'Algérie de générer un excédent de 6 000 mégawatts. Cet excédent est un indicateur important de la capacité du pays à non seulement répondre à ses besoins énergétiques internes, mais aussi à envisager des possibilités d'exportation, a fait savoir l'analyste économique Ahmed Hidoussi lors de son passage à la radio nationale.

Par Mourad A.

Face à cet excédent, l'Algérie s'oriente vers l'exportation d'électricité, notamment vers l'Europe. Ahmed Hidoussi a affirmé que cette démarche permet de renforcer la position du pays sur le marché énergétique méditerranéen et mondial. L'exportation d'électricité est non seulement une source potentielle de revenus supplémentaires pour l'Algérie, mais elle contribue également à diversifier ses exportations et à réduire sa dépendance aux hydrocarbures. En devenant un fournisseur d'électricité pour l'Europe, l'Algérie se positionne comme un acteur clé dans la transition énergétique globale, offrant une énergie potentiellement plus propre et renouvelable. L'analyste économique a indiqué que l'Algérie a réalisé des progrès significatifs en matière de raccordement à l'électricité sur son territoire. Plus de 52 000 exploitations agricoles ont été connectées au réseau électrique, ce qui améliore les conditions de production agricole et peut stimuler la croissance économique rurale. De plus, dans le secteur industriel, de nombreuses zones industrielles ont été aménagées avec un accès à l'électricité, rendant ces zones plus attractives pour les investisseurs. Ces mesures permettent non seulement d'améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises locales, mais aussi d'attirer de nouveaux investissements étrangers, renforçant ainsi le développement éco-



nomique du pays. Il a également expliqué que le développement de nouvelles centrales électriques en Algérie est un facteur de confiance pour les investisseurs. Ces centrales augmentent la capacité de production d'électricité du pays, garantissant une alimentation fiable et continue. La compétitivité des prix de l'électricité en Algérie, par rapport à d'autres pays, constitue un avantage supplémentaire. Des coûts énergétiques plus bas peuvent réduire les dépenses opérationnelles des entreprises, les rendant plus compétitives et profitables.

Par conséquent, l'entrée en service de nouvelles centrales électriques renforce la sécurité énergétique du pays et encourage les investissements dans divers secteurs économiques. L'Algérie bénéficie d'un ensoleillement exceptionnel, avec environ 4 000 heures de soleil par an. Selon l'invité de la radio, ce potentiel solaire considérable peut être exploité pour produire de grandes quantités d'électricité, répondant aux besoins domestiques et permettant l'exportation. L'exploitation de l'énergie solaire est une solution durable et respectueuse de l'environnement, alignée avec les objectifs mondiaux de transition énergétique vers des sources d'énergie renouvelable. D'ici 2035, l'Algérie prévoit de produire jusqu'à 15 000 mégawatts d'électricité propre, ce qui contribuera non seulement à sa sécurité énergétique, mais aussi à sa réputation internationale en tant que leader dans les énergies renouvelables.

DEVICES

L'Euro toujours plus haut

La Banque d'Algérie, les cotations commerciales de la monnaie nationale, valables du 2 au 6 août, indiquent que l'euro s'échange à 145.28 dinars algériens à l'achat et se vend à 145.33 dinars. Au marché parallèle, la monnaie européenne voit son change d'achat atteindre 239.00 dinars et son taux de vente s'élève à 241.00 dinars. De son côté, le billet vert maintient ses bons niveaux et s'achète à

134.52 dinars algériens et se vend à 134.54 dinars algériens. Avec des niveaux nettement supérieurs, un dollar vaut 220.00 dinars à l'achat et 222.00 dinars à la vente. Quant aux autres monnaies, le dollar canadien s'établit à 96.99 dinars algériens à l'achat et à 97.01 dinars algériens à la vente. Cependant, sur le marché noir, la monnaie canadienne se négocie à 158.00 dinars à l'achat et 160.00 dinars à la vente.

AVEC DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES ET UNE EXPANSION TECHNOLOGIQUE

Sonatrach renforce son influence globale

Par Sirine B

Au cours des deux derniers mois, Sonatrach a considérablement renforcé sa présence sur la scène internationale et consolidé ses projets stratégiques, marquant ainsi une étape décisive dans son plan de développement. En juin, la compagnie a signé un protocole d'accord avec Chevron FEA International Ventures Ltd., en présence de Rachid Hachichi, Président Directeur Général de Sonatrach, et de Liz Schwarze, Vice-Présidente Exploration Internationale de Chevron. Cet accord a pour but de promouvoir l'optimisation des ressources en hydrocarbures dans les bassins de l'Ahnet et de Berkine, tout en mettant l'accent sur l'efficacité opérationnelle et la durabilité environnementale. Le mois suivant a été riche en avancées, avec la visite d'une délégation de la société libyenne NOC, venue pour fina-

liser les termes d'un accord signé en février 2022, renforcé par un avenant en janvier 2024. Cette rencontre a permis de planifier des actions concrètes et de signer un accord avec NWD pour la fourniture d'équipements et de services de maintenance. Le 31 juillet, Sonatrach et Sonelgaz ont signé un Protocole d'Entente avec Eni S.P.A à Milan pour la réalisation d'une interconnexion électrique entre les réseaux algérien et italien, visant à établir un hub énergétique entre l'Algérie et l'Europe. La même journée, une rencontre fructueuse avec des partenaires européens tels que VNG, SNAM, SEA Corridor, et Verbund a été organisée pour discuter du projet South2 Corridor, ambitieux programme d'exportation de 4 millions de tonnes d'hydrogène vert par an vers l'Europe. Ce dynamisme s'est poursuivi le 22 juillet avec la signature de la Nouvelle Stra-

tégie Climat de Sonatrach, en présence de Mohamed Arkab, Ministre de l'Énergie et des Mines. Cette stratégie vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à intégrer les énergies renouvelables dans les opérations de la compagnie, en parfaite conformité avec les objectifs climatiques mondiaux. En parallèle, Sonatrach a renforcé sa démarche de localisation de la production d'équipements énergétiques. Le 11 juin, un protocole d'entente a été signé avec Huawei à Shenzhen, visant à explorer des opportunités dans la digitalisation et la cybersécurité. Plus récemment, le 24 juillet, un accord a été conclu avec Torsyali Iron Steel Industry Algérie SPA pour une étude de faisabilité sur la production d'hydrogène vert destinée à soutenir la fabrication d'aciers verts et à réduire les émissions dans l'industrie sidérurgique. L'expansion de Sonatrach dans le secteur

des équipements énergétiques s'est également illustrée le 4 août avec la signature d'un protocole d'entente avec Petrojet (Égypte), visant à créer une société mixte pour la conception et la fabrication d'équipements pétroliers en Algérie. De plus, le 30 juillet, un accord de confidentialité a été signé avec Stream-Flo Industries Ltd. pour la création d'une société mixte spécialisée dans la fabrication de composants pour l'industrie Oil & Gas. Ces accords témoignent de l'engagement de Sonatrach à renforcer ses capacités technologiques et industrielles, tout en poursuivant son objectif de dynamiser l'industrie des équipements pétrogaziers en Algérie. Ces diverses initiatives illustrent non seulement la volonté de Sonatrach d'étendre ses partenariats internationaux, mais aussi son rôle central dans la transition énergétique et le développement durable à l'échelle mondiale.

AIN DEFLA

Près de 3,3 milliards DA pour booster le développement local

Un montant de près de 3,3 milliards de DA a été consacré en 2024 pour la réalisation de 280 opérations de développement à travers les communes de la wilaya d'Ain Defla, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de la programmation et du suivi budgétaire. Les 280 opérations ont été inscrites dans le cadre du programme d'aide au développement socio-économique des collectivités locales, a indiqué à l'APS la première responsable du secteur, Nadia Hammachin, soulignant que 12 opérations ont été déjà clôturées. La même responsable a ajouté que le plus grand nombre de ces opérations revenait au secteur des ressources en eau avec 115 projets, suivi des travaux publics avec 83 opérations, et du secteur de l'éducation nationale et de la formation professionnelle avec 18 opérations, tandis que plusieurs autres secteurs se partagent les dizaines de projets restants. Le programme en question consiste en la réalisation de différents projets de développement à l'instar des réseaux d'alimentation en eau potable, des classes de cours, des salles de soins, des aires de jeux et l'aménagement du réseau routier, a-t-elle fait savoir, indiquant que ces actions visent l'amélioration des conditions de vie des populations à travers la wilaya. La wilaya d'Ain Defla a bénéficié pour l'exercice 2023 d'une subvention de près de 2,6 milliards DA pour la réalisation de 291 opérations dans le cadre du même programme de développement, a rappelé Mme Hammachin.

EL MENIAA

De nouvelles installations juvéniles et sportives réalisées et d'autres en cours

De nouvelles installations juvéniles et sportives ont été concrétisées durant l'année en cours et d'autres sont encore en chantier dans la wilaya d'El Meniaa, a-t-on appris dimanche de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).

Il s'agit, entre autres, de la réalisation d'opérations de revêtement en pelouse artificielle au profit du stade communal situé au quartier Belbachir et du stade de proximité du quartier El Djramna dans la commune d'El Meniaa, en plus de celui relevant du complexe sportif de proximité de la commune de Hassi El Gara, a indiqué à l'APS le chef de service de la formation et de l'administration et des moyens à la DJS, Yacine Mehenni. Et d'ajouter que des travaux de revêtement similaires sont en cours au niveau de sept stades de proximité alors que certaines structures sportives bénéficient

d'opérations de réhabilitation, à l'instar d'une piscine semi-olympique au chef-lieu de la wilaya. La DJS compte également de nombreux projets qui sont encore en phase d'étude, dont la réalisation et l'équipement d'une piscine semi-olympique à Hassi El Gara, le revêtement de 16 stades de proximité à travers les trois communes de la wilaya (El Meniaa, Hassi El Gara et Hassi Lefhal) en gazon synthétique, et la réhabilitation de l'ensemble des stades de proximité, a-t-il poursuivi. Le secteur a bénéficié aussi d'une série d'opérations, notamment celles liées à la réalisation et l'équipement d'un

nouveau siège de la DJS, la réhabilitation et l'équipement d'un nombre de structures sportives et juvéniles, ainsi que la remise en état et l'équipement de la maison de jeunes "Chahid Bencheikh Boubakeur" à El Meniaa, selon le même responsable. S'agissant de la promotion des sports équestres, la DJS prévoit la réalisation d'une piste de course de chevaux et méharis à Hassi Lefhal, afin de répondre aux attentes des populations en matière de création d'un espace adapté à la pratique des activités sportives récréatives et l'organisation des spectacles folkloriques. (APS)

BLIDA

Opérations d'aménagement et d'amélioration urbaine

De nombreuses opérations d'aménagement et d'amélioration urbaine sont en cours de réalisation dans les communes de Blida et Bouâarfa (wilaya de Blida) dans le but d'améliorer le cadre de vie des citoyens et d'embellir le paysage urbain, a-t-on appris dimanche auprès des services de la daïra. Selon la cheffe de daïra de Blida, Rabiâa Toubal, une enveloppe de plus de 290 millions de DA a été affectée à l'aménagement de plusieurs axes routiers dans la commune de Blida, notamment ceux du centre-ville qui n'ont pas bénéficié de ce type de tra-

vau depuis plusieurs années. D'autres opérations, actuellement en phase des procédures administratives, seront lancées ultérieurement, a-t-elle noté. Des projets similaires sont aussi en cours de réalisation à Bouâarfa, dont, l'aménagement de la route reliant le siège de commune à la cité Deriouche sur une distance de cinq (5) km pour une enveloppe de 85 millions de DA. Cette route est jugée "importante" vu qu'elle permet l'accès à la cité Bouâarfa comptant des milliers de logements en cours de réalisation. Par ailleurs, une enveloppe de plus de 250 millions de DA a été destinée à la réhabilitation de

18 établissements scolaires de la commune de Blida, au titre des efforts d'amélioration des conditions de scolarité des élèves de cette localité. Ces opérations seront réceptionnées avant la prochaine rentrée scolaire, selon la même source. Des travaux ont été également lancés pour la réalisation de six (6) classes pour le cycle primaire au Douar Sidi Moussa de la commune de Blida dans l'objectif de réduire les déplacements des élèves de ce village vers la cité "Mermane", avec prévision de leur réception à la prochaine rentrée 2024/2025, a ajouté la même responsable.

BOUIRA

Réhabilitation de l'éclairage public

Une enveloppe financière de l'ordre de 180 millions de DA a été allouée à une vaste opération de réhabilitation de l'éclairage public dans tous les quartiers de la ville de Bouira, a-t-on appris dimanche auprès des responsables de l'Assemblée populaire communale (APC). "La réhabilitation de l'éclairage public a

été lancée le 22 juillet dernier et les travaux touchent tous les quartiers et localités périphériques de la ville de Bouira, et le taux d'avancement des travaux est de 50%", a expliqué à l'APS le président de l'APC de Bouira, Abderrazak Oulmi. Scindée en six lots, cette opération a été confiée à une entreprise publique "Dinvin-

dus", ainsi qu'à des entreprises privées, appelées à parachever les travaux dans un délai de 45 jours, d'après le président de l'APC. "L'éclairage public des quartiers périphériques comme Ouled Bellil et la ferme agricole Dechoune, a déjà été rénové et mis en service", a précisé M. Oulmi, ajoutant que l'opération

porte essentiellement sur la réhabilitation de 22 km de câbles électriques ainsi que de 4000 lampes de type Led". "Pour certains lieux, comme le jardin public Si Lhouas, et certains autres sites, l'éclairage public n'a pas fonctionné depuis plusieurs années", a relevé le président de l'APC.

DJANET

Nouveaux projets pour renforcer les réseaux d'électricité et de gaz

De nouveaux projets énergétiques (électricité et gaz naturel), d'un volume d'investissement de plus de 834 millions DA, sont en cours de réalisation dans la wilaya de Djanet afin de renforcer la couverture énergétique de la région, a-t-on appris dimanche auprès de la Société nationale de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz-Djanet). Intervenant au titre du programme 2024 de l'entreprise portant consolidation de l'approvisionnement en énergie, ces projets concernent la mise en place de trois transformateurs électriques de 400 Kilovolts au niveau des quartiers In-Aberber, El-Djazira et Aze-louaz, la réhabilitation d'un réseau de basse tension de 4,18 km de lignes électriques et la réalisation de deux départs électriques au ni-

veau du quartier Ifri et du centre ville de Djanet, a-t-on signalé. La commune de Bordj El-Haouès s'est vue renforcer, de son côté, par l'installation de cinq nouveaux transformateurs aériens, en substitution aux anciens, l'augmentation de la capacité d'alimentation au profit de la localité d'Iherir et du chef lieu de la commune, l'installation d'un nouveau départ électrique et la rénovation de quatre (4) km de lignes de haute tension. Ces opérations, dont certaines en cours consistent en la substitution de nombreux réseaux électriques aériens en réseaux souterrains, dans les communes de Djanet et Bordj El-Haouès, sont à même de contribuer à l'amélioration du service public et de la distribution de l'électricité, notamment en pé-

riode estivale marquée par de hauts pics de consommation dans ces régions du Grand Sud. S'agissant de l'alimentation en gaz naturel, le programme de la Sonelgaz fait état du raccordement depuis le début de 2024 de près de 240 foyers dans la commune de Djanet, en plus d'opérations similaires projetées pour la commune de Bordj El-Haouès. Selon la Sonelgaz, l'opération d'installation des détecteurs de monoxyde de carbone, ayant donné lieu à la mise en place jusqu'ici de 3.652 unités dans la commune de Djanet, parmi un lot de 15.000 unités remises aux communes de Djanet et Bordj El-Haouès, se poursuivra pour doter l'ensemble des foyers alimentés en gaz naturel, a conclu la même source.

Le complexe militaro-industriel est en train de tous nous tuer

Il nous faut parler des conséquences des bombes en temps de guerre. Les bombes déchiquettent les chairs. Les bombes rompent les os. Les bombes démembrant. Les bombes secouent le cerveau, les poumons et d'autres organes si violemment que ceux-ci se mettent à saigner, se disloquent et cessent de fonctionner. Les bombes blessent. Les bombes tuent. Les bombes détruisent. Les bombes enrichissent également les gens.

2^e partie et fin

L'impact sur l'environnement

Le préjudice causé par le CMI englobe des dommages environnementaux souvent irréparables, à savoir l'empoisonnement des écosystèmes, la perte dévastatrice de biodiversité et le bilan carbone de l'armée américaine, qui est plus important que celui de n'importe quelle autre organisation sur terre. En temps de guerre ou lors des entraînements réguliers, le CMI a contribué au réchauffement de la planète et au changement climatique en brûlant des carburants pour faire fonctionner les bases, circuler les véhicules et produire des armes.

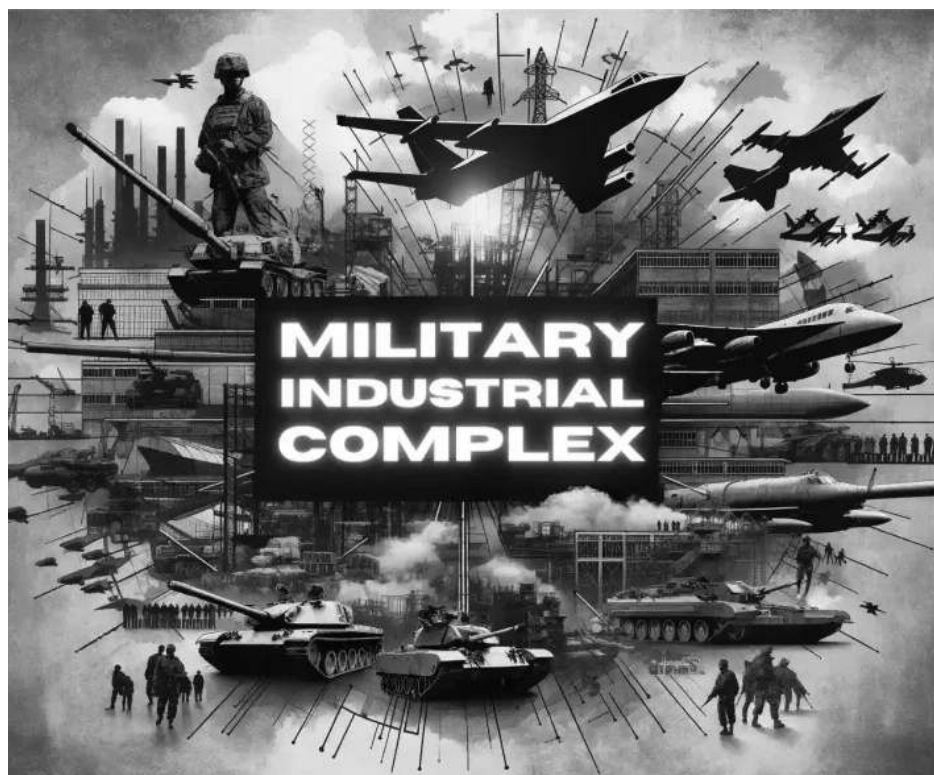
Les coûts humains et environnementaux engendrés par le CMI sont tout particulièrement invisibles en dehors des États-Unis. Dans les territoires et autres « zones grises » politiques que couvrent les États-Unis, les investissements dans les infrastructures et les technologies militaires reposent en partie sur la citoyenneté de second rang que sont les communautés autochtones, qui dépendent souvent de l'armée pour leur subsistance.

Guerres sans fin à l'intérieur du pays

De même que le CMI a alimenté les guerres à l'étranger, il a également nourri la militarisation au niveau national. Pourquoi, par exemple, les forces de police nationales se sont-elles autant militarisées ? Voici au moins une partie de la réponse : depuis 1990, le Congrès autorise le Pentagone à céder ses armes et équipements « excédentaires » (y compris chars et drones) aux forces de l'ordre locales. Ces transferts permettent au Pentagone et à ses sous-traitants de demander au Congrès d'acheter de nouveaux équipements, ce qui alimente plus encore le complexe militaro-industriel. Désireux de réaliser davantage de bénéfices grâce à de nouveaux marchés, les entrepreneurs commercialisent de plus en plus leurs produits militaires directement auprès des unités d'intervention appartenant aux forces de police (SWAT) et autres forces, aux patrouilles frontalières et aux systèmes pénitentiaires. Les responsables politiques et les entreprises ont investi des milliards de dollars dans la militarisation des frontières et l'incarcération de masse, alimentant ainsi la montée en puissance respectivement des lucratifs « complexe industriel frontalier » et « complexe industriel carcéral ». La militarisation au niveau national a affecté de manière disproportionnée les communautés noires, latinos et indigènes.

Une menace existentielle

Si certains défendent le complexe militaro-industriel en insistant sur le fait que nous avons besoin de ses emplois ; d'autres affirment qu'il maintient les Ukrainiens en vie et protège le reste de l'Europe de la Russie de Vladimir Poutine ; d'autres



encore mettent en garde contre la Chine. Tous ces raisonnements illustrent à quel point le pouvoir du complexe militaro-industriel dépend de la capacité à fabriquer systématiquement des peurs, des menaces et des crises qui favorisent l'enrichissement des marchands d'armes et autres membres du complexe militaro-industriel en encourageant toujours plus de dépenses militaires et de guerres (et ce malgré un bilan presque inégalé d'échecs catastrophiques dans presque tous les conflits américains depuis la Seconde Guerre mondiale).

On devrait pouvoir rire de l'argument selon lequel les niveaux actuels de dépenses militaires doivent être maintenus pour « les emplois ». L'armée ne devrait pas être un programme d'emploi. Certes, le pays a besoin de programmes pour l'emploi mais les dépenses militaires se sont révélées peu créatrices d'emplois et peu favorables à la croissance économique. Les recherches montrent qu'elles créent beaucoup moins d'emplois que des investissements comparables dans les soins de santé, l'éducation ou les infrastructures. L'armement américain a participé à l'autodéfense de l'Ukraine, toutefois les fabricants d'armes sont loin d'être des altruistes. S'ils se souciaient vraiment des Ukrainiens, ils auraient renoncé à tout profit, ce qui aurait permis de consacrer plus d'argent à l'aide humanitaire dans ce pays. Au lieu de cela, ils se sont servi de cette guerre, tout comme de la guerre génocidaire d'Israël contre Gaza et des tensions croissantes dans le Pacifique, pour gonfler cyniquement leurs profits et enregistrer des cours boursiers spectaculaires. Si l'on écarte les discours alarmistes, on devrait pouvoir affirmer que l'armée russe a démontré sa faiblesse, son incapacité à conquérir de manière décisive des territoires près de ses propres frontières, sans

parler de sa capacité à marcher sur l'Europe. En fait, les armées russe et chinoise ne représentent aucune menace militaire conventionnelle pour les États-Unis. Le budget annuel de l'armée russe est inférieur ou égal au dixième de celui de l'armée américaine. Le budget militaire de la Chine est égal à un tiers ou la moitié de celui des États-Unis. Les disparités sont bien plus importantes si l'on combine le budget militaire des États-Unis avec ceux de leurs alliés de l'OTAN et d'Asie. Malgré cela, les membres du CMI encouragent de plus en plus les confrontations directes avec la Russie et la Chine, avec l'aide de la guerre de Poutine et les propres provocations de la Chine. Dans l'« Indo-Pacifique » (comme l'appellent les militaires), le CMI continue de gagner de l'argent alors que pour encercler la Chine, le Pentagone construit des bases et rassemble des forces en Australie, à Guam, dans les États fédérés de Micronésie, au Japon, dans les Îles Marshall, dans les Îles Mariannes du Nord, à Palau, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Philippines. Ce type de démarches et un renforcement similaire en Europe ne font qu'encourager la Chine et la Russie à renforcer leurs propres armées. (Imaginez la réaction des politiciens américains si la Chine ou la Russie construisaient ne serait-ce qu'une seule base militaire à proximité de nos frontières). Alors que tout cela est de plus en plus rentable pour le CMI, le risque d'un affrontement militaire qui pourrait dégénérer en une guerre nucléaire terminale entre les États-Unis et la Chine, la Russie ou les deux et pouvant mettre fin aux espèces s'en trouve accru.

L'urgence du démantèlement

L'urgence du démantèlement du complexe militaro-industriel n'est plus à démontrer.

L'avenir des espèces et de la planète en dépend.

La façon la plus évidente d'affaiblir le CMI serait de le priver de ses ressources vitales, l'argent de nos impôts. Ils sont peu nombreux ceux qui ont noté qu'après avoir quitté ses fonctions, l'ancien chef du Pentagone du temps de Trump, Christopher Miller, a appelé à réduire de moitié le budget du Pentagone. Oui, de moitié. Même une réduction de 30 % (comme cela s'est produit trop brièvement après la fin de la guerre froide en 1991) permettrait de dégager des centaines de milliards de dollars par an. On ne peut qu'imaginer que de telles sommes permettraient d'améliorer la sécurité et la santé des citoyens de ce pays, tout en assurant une transition économique équitable pour les militaires et les sous-traitants qui perdraient leur emploi. Et surtout, ce budget militaire resterait nettement supérieur à celui de la Chine, de la Russie, de l'Iran et de la Corée du Nord réunis.

Bien entendu, il est difficile de songer à réduire le budget du Pentagone, car le CMI a accaparé les deux partis politiques, ce qui garantit quasiment l'augmentation constante des dépenses militaires. Voilà qui nous ramène à la question de savoir comment démanteler le CMI en tant que système.

En bref, nous sommes en train de travailler à la réponse. Avec le groupe diversifié d'experts qui a participé à la réalisation des graphiques de cet article, nous étudions de nombreuses idées : campagnes de désinvestissement et actions en justice, interdiction de tirer profit de la guerre, régulation ou nationalisation des fabricants d'armes et conversion d'une partie de l'armée en une force non armée chargée de l'aide en cas de catastrophe, des services de santé publique et de la construction d'infrastructures. Trop nombreux sont ceux qui continueront de croire que le démantèlement des multinationales du complexe militaro-industriel est irréaliste, mais compte tenu des menaces qui nous guettent, il est temps de réfléchir avec la plus grande audace possible à la manière de réduire son pouvoir, de résister à l'idée reçue que la guerre est inévitable, et de construire le monde que nous voulons voir advenir. Tout comme les mouvements du passé ont mis à mal la puissance de Big Tobacco et des barons du rail, tout comme certains s'attaquent aujourd'hui à Big Pharma, Big Tech et au complexe carcéro-industriel, nous devons nous attaquer au CMI pour construire un monde tourné vers la richesse des vies humaines (dans tous les sens du terme) plutôt que vers les bombes et autres armements qui enrichissent à une poignée de privilégiés qui se repaissent de la mort.

Source : TomDispatch, David Vine, Theresa(Isa) Arriola

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

EXPLOITATION DU GAZ EN MAURITANIE

Un chantier prioritaire

La Mauritanie est en passe de devenir un important producteur de gaz naturel, ce qui va provoquer un afflux de capitaux étrangers. Nouakchott va devoir gérer au mieux cette affluence pour contrer les problèmes macroéconomiques et de gouvernance, lesquels pourraient compromettre le développement du pays. Depuis plus de cinq ans, la Mauritanie et le Sénégal travaillent sur un projet gazier commun connu sous le nom de Grand Tortue Ahmeyim (GTA), autour du forage de deux puits. Selon les estimations officielles, la production annuelle devait atteindre 2,5 millions de tonnes dans sa première phase puis, après le développement d'une deuxième phase qui devrait démarrer en 2025, 5 millions de tonnes.

ARABIE SAOUDITE

Une crue soudaine fait un mort à Jazan

Une crue soudaine provenant des montagnes du sud-ouest de l'Arabie saoudite a emporté une partie d'un pont dans la province de Jazan, tuant une personne samedi, a rapporté Al-Ekhabriya. La chaîne d'information a diffusé des images de deux véhicules pris dans les eaux de crue, l'un d'entre eux étant écrasé par un support de pont effondré. Plusieurs personnes ont également été blessées dans l'effondrement du pont à un important carrefour à l'intérieur des terres de la ville de Jazan. Le Centre national de météorologie a prévenu samedi que d'autres fortes précipitations étaient à venir dans la province de Jazan, avec des orages prévus dans les montagnes.

LA RSE EN TUNISIE

Un pilier de l'entrepreneuriat féminin et du développement durable

« En intégrant la RSE dans la stratégie d'une entreprise, on peut bâtir une culture qui valorise l'impact positif et le développement personnel », a expliqué l'expert-comptable et fondateur du groupe « Smarteco », Karim Amous. Il a souligné que ce concept est particulièrement important pour les femmes entrepreneures, car il correspond à des valeurs essentielles telles que l'éthique et la gestion durable...

La Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est un concept qui désigne l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales dans leurs activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes. L'expert-comptable et fondateur du groupe « Smarteco », Karim Amous, nous fait savoir que ce concept est particulièrement important pour les femmes entrepreneures, car il correspond à des valeurs essentielles telles que l'éthique, la responsabilité sociale et la gestion durable. Les femmes, par leur nature, souvent plus empathique et collaborative, sont susceptibles d'adopter une approche plus holistique des affaires, où performance économique et impact social et environnemental sont intimement liés. Amous a cité des exemples concrets de RSE comme la réduction des émissions de carbone dont certaines entreprises ont investi dans des technologies pour réduire leur empreinte carbone, comme l'utilisation de véhicules électriques pour leur flotte ou l'installation de panneaux solaires pour alimenter leurs bureaux. Un autre exemple également avancé par l'expert-comptable, il s'agit de « l'engagement communautaire », où les entreprises participent activement à des projets communautaires, tels que le soutien à l'éducation locale ou aux programmes de mentorat pour les jeunes entrepreneurs. Il met le doigt, également, sur « l'Équité et la Diversité

», c'est-à-dire « la mise en place de politiques pour assurer l'égalité des chances et promouvoir la diversité au sein de l'entreprise », a-t-il expliqué.

La RSE et l'influence sur le milieu entrepreneurial

Karim Amous a par ailleurs montré que son engagement envers la RSE inspire d'autres femmes dans le milieu entrepreneurial en démontrant qu'il est possible de diriger une entreprise prospère, tout en restant fidèle à des principes éthiques et durables. « En partageant mes expériences et mes succès, j'encourage les femmes entrepreneures à intégrer la RSE dès le début de leur aventure



entrepreneuriale. En prouvant que la RSE peut être un levier de compétitivité et de différenciation sur le marché, je montre que l'on peut avoir un impact positif à la fois sur l'environnement et la société, tout en créant de la valeur économique ». Les initiatives de la RSE au sein de l'entreprise peuvent profondément influencer la culture d'entreprise en créant un environnement de travail axé sur le respect, la responsabilité et l'engagement. Selon l'expert-comptable, il est possible de mettre en place des politiques pour le bien-être des employés, telles que des crèches pour les enfants, des services de coursiers pour les tâches administratives, et un soutien pour les initiatives personnelles liées à la durabilité.

EGYPTE

Chute des recettes du canal de Suez de 23,4%

La voie navigable reliant la Méditerranée à la mer Rouge brasse habituellement environ 12% du commerce maritime mondial, et représente l'une des plus importantes sources de devises étrangères pour le pays le plus peuplé du monde arabe. Les recettes du canal de Suez ont enregistré une baisse de 23,4% durant l'exercice 2023/2024 (1er juillet/30 juin) comparativement à l'exercice

précédent pour s'établir à 7,2 milliards de dollars, en raison des attaques des rebelles Houthis du Yémen contre les navires en mer Rouge, a annoncé le président de l'Autorité du canal de Suez (SCA), Osama Rabie (photo), le jeudi 18 juillet 2024. M. Rabie a également révélé que le nombre de navires qui ont traversé cette voie navigable reliant la Méditerranée à la mer Rouge est passé à 20

148 au cours de la période contre 25 911 durant l'exercice 2022/2023. Les rebelles Houthis multiplient depuis plusieurs semaines les attaques contre les navires en mer Rouge en « solidarité » avec les habitants de la bande Gaza, où le conflit opposant Israël au mouvement palestinien Hamas a fait près de 48 000 victimes depuis le 7 octobre 2023. Depuis la mi-décembre 2023,

plusieurs compagnies maritimes internationales ont décidé de dérouter leurs navires pour éviter le passage par le canal de Suez. Cette voie maritime la plus courte entre l'Asie et l'Europe, par laquelle transite habituellement 12% du commerce mondial en temps normal, représente une source majeure de devises étrangères pour l'Egypte.

ARABIE SAOUDITE

Les exportations non pétrolières en hausse de 8,2 %

Les exportations non pétrolières, y compris les réexportations, ont enregistré une hausse de 8,2 % par rapport au mois de mai 2023. Les exportations de marchandises ont augmenté de 5,8 % en mai 2024 par rapport à l'année précédente, principalement imputable à une augmentation de 4,9 % des exportations de pétrole.

Le pourcentage des exportations de pétrole par rapport aux exportations totales est lui en baisse, passant de 73,0 % en mai 2023 à 72,4 % en mai 2024. Les importations saoudiennes ont elles augmenté de 2,6 % sur la même période, et l'excédent de la balance commerciale des marchandises a augmenté de 12,8 % par rapport au mois de mai

2023. Conjoncture : le PIB réel de l'Arabie saoudite diminue de 0,4 % au deuxième trimestre 2024 – Selon les estimations publiées par la GASTAT, le PIB réel s'est contracté de 0,4 % au T2 2024 par rapport au T2 2023. Cette baisse est principalement due à la diminution des activités pétrolières de 8,5 % bien que les activités non pétro-

lières aient enregistré une hausse de 4,4 % et les activités gouvernementales une hausse de 3,6 % sur une base annuelle. Le PIB réel est toutefois en hausse de 1,4 % par rapport au T1 2024 avec une hausse d'1,3 % des activités pétrolières, d'1,4 % des activités non pétrolières et de 3,2 % des activités gouvernementales.

GABON

Les 8,5 premiers MW de la centrale de Mayumba annoncés pour juillet 2025

Le Gabon accélère l'exécution de son plan pour atteindre la couverture électrique totale du territoire, un défi encore d'actualité dans la majeure partie de l'Afrique subsaharienne.

Les travaux de construction de la 1ère phase de la centrale thermique à gaz IPP Mayumba, d'une capacité de 8,5 mégawatts devraient être achevés en juillet 2025, a annoncé la Gabon Power Company dans un communiqué rendu public le 29 juillet. La GPC est la filiale du Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS), dédiée au financement de projets en infrastructures de production d'électricité et d'eau potable. Ces 1ers mégawatts seront ensuite injectés dans le réseau interconnecté de la Nyanga et de la Ngounié, ce qui contribuera « à réduire la demande en électricité des populations et des industries installées dans le sud du pays », indique

la GPC. Ce projet catalysera également de nouveaux investissements, favorisant le développement durable de cette région. En termes d'opportunités de travail pour la main-d'œuvre locale, environ 450 postes seront créés par ce projet. « Nous sommes très fiers d'avoir démarré les premiers travaux de la centrale thermique à gaz de Mayumba. Cette avancée majeure nous rapproche de plusieurs de nos objectifs dans le cadre de ce projet, notamment l'apport de l'électricité à environ 80 000 foyers du sud du Gabon et la valorisation de la ressource gazière du pays pour relancer les grands projets tant attendus des secteurs minier, forestier et portuaire », a déclaré Philippe Jr. Ossoucah, directeur général

de GPC. Les travaux de construction de cette centrale, d'une capacité installée de 21 MW (extensible à 50 MW) fonctionnant au gaz, sont réalisés dans le cadre du partenariat public-privé (PPP) signé entre l'État gabonais, GPC et Perenco. Ils ont démarré le 13 juillet avec les travaux d'aménagement des voiries et des réseaux divers (VRD), ainsi que des infrastructures connexes de la centrale. L'exécution de ces travaux a été confiée à la société adjudicataire du marché, Nuez et Fils, une entreprise gabonaise. Selon les estimations rapportées par Le Nouveau Gabon, le développement de la centrale thermique à gaz de Mayumba nécessitera un investissement global de 75 milliards FCFA.

La centrale solaire 120 MW d'Ayemé Plaine sera livrée en octobre

Présentée comme la plus grande unité de production d'énergie solaire de l'Afrique centrale, le projet d'Ayemé Plaine devrait impulser la transition vers le renouvelable portée depuis quelques années par le Gabon. Initialement prévue pour fin juillet 2023, la centrale solaire photovoltaïque de 120 MW d'Ayemé Plaine (à 30 km de Libreville) devrait finalement être livrée en octobre prochain, selon l'entreprise So-

len, filiale de Solen Renewables Dubaï, qui construit cette infrastructure. Les travaux de construction de cette centrale solaire photovoltaïque, que le Gabon présente comme la plus grande d'Afrique centrale, avaient démarré en août 2022 pour une livraison prévue en juillet 2023. Ce délai n'a finalement pas été respecté, informe Le Nouveau Gabon. Cette centrale est construite et financée à hauteur de 150 millions d'euros (98,7 mil-

liards de FCFA) par la société Solen, basée à Dubaï. Selon le contrat passé avec l'État gabonais, cette société « exploitera et entretiendra cette usine pendant 25 ans », indique l'entreprise. Par ailleurs, la totalité de l'électricité produite par cette centrale sera vendue à la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) par le biais d'un contrat d'achat d'électricité à long terme, signé en mars 2022. Cette centrale, qui s'étend sur

251 hectares de terrain, permettra de satisfaire 2 impératifs : la transition vers l'utilisation d'énergies renouvelables engagée par le Gabon et l'accroissement de l'offre énergétique pour la ville de Libreville et ses environs. Solen explique également que la centrale photovoltaïque utilisera la technologie des trackers solaires (suiveurs de soleil), ce qui augmentera l'efficacité des panneaux solaires en les faisant suivre la trajectoire du soleil.

TOGO

Le FIDA débloque un financement de 2,4 millions \$ pour l'agriculture

Mi-juillet, le Fonds international de Développement agricole avait également débloqué 30 millions USD pour développer ce secteur au Sénégal. Le Fonds international de Développement agricole apporte un nouveau soutien financier au secteur agricole togolais à hauteur de 2,4 millions USD, soit environ 1,5 milliard FCFA. L'accord de financement qui sera destiné à la mise en œuvre du Projet soutien à la promotion du maraîchage agro écologique paysan au Togo (ProsMAT) a été signé en fin de semaine dernière à Lomé. La convention a été paraphée du côté du FIDA par son directeur pays, Kabore Jean Pascal, et le président du conseil d'administration de la Coordi-

nation togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP), Ayéfoumi Olou-Adara, pour le compte du Togo, lors d'une cérémonie officielle. Avec cette enveloppe, le Togo va poursuivre sa politique de sécurité alimentaire et de durabilité des pratiques agricoles. Concrètement via le ProsMAT, la CTOP va apporter un appui technique aux maraîchers de 16 préfectures des six régions agricoles du pays notamment dans l'adoption des pratiques de production agroécologique. Ceci dans le but d'améliorer les rendements et la qualité des légumes, tout en réduisant la pollution des sols et de l'eau. Le projet va se concentrer également sur des initiatives visant la réduction

des pertes post-récoltes, et la facilitation de la commercialisation des produits maraîchers agroécologiques. Ce financement devrait en outre, servir à soutenir les unités de transformation portées par des coopératives de femmes et des entreprises de jeunes engagés dans la production d'intrants agroécologiques. Le projet devrait durer 40 mois et toucher près de 10.000 agriculteurs dont 58% de femmes, indique-t-on. Il vient s'ajouter à d'autres initiatives du FIDA en faveur de l'agriculture togolaise, informe TogoFirst, notamment le financement du projet de "Transformation agricole dans des États au Nigeria et dans les régions togolaises en vue d'atteindre la faim zéro".

BURKINA FASSO

La Banque des dépôts du Trésor burkinabè comme concurrente des banques traditionnelles

Cette banque, qui vient de démarrer ses activités, pourrait éroder une part de marché des banques commerciales et renforcer la concurrence dans le secteur bancaire local. La Banque des dépôts du Trésor du Burkina Faso a officiellement été lancée le vendredi 2 août 2024. Cet établissement fonctionnera comme toutes les banques traditionnelles en opérant dans le pays, proposant aux particuliers et entreprises des services d'intermédiation bancaire portant sur la collecte des dépôts et l'octroi de crédits. Cette institution se chargera également de centraliser les fonds publics en vue d'une meilleure gestion de la trésorerie de l'Etat. « Avec la Banque des dépôts du Trésor, il ne sera plus possible pour les structures publiques et certains services administratifs de détenir d'importants dépôts bancaires pendant que le Trésor a recours à des emprunts à des taux parfois onéreux. Cette banque va permettre au Trésor public de bien jouer son rôle de gestion optimale des ressources publiques », a indiqué Aboubakar Nacanabo, ministre de l'Economie et des Finances du Burkina Faso. Désormais opérationnelle, « la nouvelle banque du Trésor public pourrait représenter une concurrence sérieuse pour les banques privées sur plusieurs segments de leurs activités, notamment en attirant des dépôts et en fournissant des services financiers aux entreprises. Les clients pourraient y ouvrir tout type de comptes de dépôts, bénéficier des produits/services de la monétique », a expliqué Hamadou Bonkoungou, directeur de l'agence BMCE Bank of Africa Burkina Faso, en janvier 2024, à quelques semaines de l'annonce de la mise sur pied de l'institution. Selon ce financier, il est possible qu'une partie des ressources financières se déplacent vers la Banque du Trésor public burkinabè, ce qui pourrait poser des défis aux banques privées dans leur rôle d'intermédiation, limitant potentiellement leurs capacités à investir dans des projets locaux et à soutenir la croissance des entreprises. Certaines structures étatiques et paraétatiques, grosses pourvoyeuses de ressources stables pourraient clôturer leurs comptes dans des banques commerciales au profit de la Banque du Trésor, a-t-il indiqué.

CHINE

Publication d’un plan pour stimuler la consommation

La Chine a publié un plan pour stimuler la consommation des ménages afin de soutenir la croissance du pays, en visant notamment la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées et la restauration.

Cette liste de 20 mesures générales, publiée samedi soir par le gouvernement chinois sur son site internet, constitue une feuille de route destinée aux ministères et aux collectivités locales. Après une réunion au sommet en juillet, le Parti communiste chinois (PCC) s'était engagé à relancer la consommation, depuis la levée fin 2022 des mesures anti-Covid. Le gouvernement exhorte notamment dans son document à "augmenter l'offre de services de soins aux personnes âgées", via différentes mesures - un créneau de développement pour l'économie chinoise. Le texte appelle également à développer l'offre en matière de garde d'enfant.

Des réductions d'impôts sur le revenu sont également prévues, notamment pour compenser le coût des soins apportés aux enfants de moins de trois ans et aux personnes âgées. Le gouvernement promet aussi de faire en sorte que les petites et microentreprises éligibles dans le secteur des services puissent bénéficier d'un soutien financier plus important, en particulier de la part des banques. Dans l'alimentation, le texte appelle à la tenue de davantage de festivals ayant pour thème la nourriture ou encore à renforcer la promotion des "snacks" de la cuisine de rue - dont les Chinois sont déjà très friands. Il promet également d'encourager

les grandes entreprises étrangères du secteur à ouvrir leurs premiers points de vente en Chine. En matière d'hébergement, le document plaide pour une meilleure offre qualitative ou encore pour la rénovation de logements inutilisés en zone rurale, afin d'y ouvrir davantage d'auberges ou de maisons d'hôtes. Parmi les autres mesures figure l'appel à soutenir financièrement des formes de tourisme (sportif, croisières, camping) encore peu développées dans le pays. La Chine vise cette année une croissance de son PIB "d'environ 5%". Elle a progressé au deuxième trimestre de +4,7% sur un an.

Nouveau recul de l’activité manufacturière

L'activité manufacturière se contracte en Chine pour le troisième mois consécutif. De nouvelles mesures devraient être prises pour soutenir le secteur immobilier. L'activité manufacturière en Chine s'est contractée pour un troisième mois consécutif en juillet, montre une enquête officielle. Ce qui laisse penser

que Pékin devra mettre en place de nouvelles mesures de relance alors que la crise de l'immobilier et l'insécurité du marché de l'emploi pèse sur la croissance. L'indice PMI manufacturier officiel a reculé à 49,4 en juillet, contre 49,5 le mois précédent, sous le seuil de 50 qui sépare contraction et expansion de

l'activité. Le consensus ressortait à 49,3. S'agissant du secteur des services, l'indice PMI officiel s'est établi à 50,2 en juillet contre 50,5 en juin. Une baisse de la consommation liée à la chute des prix de l'immobilier La baisse de la consommation intérieure est étroitement liée à la chute des prix de l'immobi-

lier, alors que 70% du patrimoine des ménages est constitué de biens immobiliers. Les analystes s'attendent à voir le gouvernement déployer de nouvelles mesures visant à soutenir le secteur de l'immobilier après une réunion du bureau politique du Parti communiste prévue cette semaine.

MALGRÉ UN BÉNÉFICE SEMESTRIEL DE 56,8 MILLIARDS EN SUISSE

Les versements de la BNS aux collectivités ne sont pas garantis

La Banque nationale suisse a enregistré un bénéfice net record de 56,8 milliards de francs au premier semestre. Les distributions aux cantons et à la Confédération pour l'année prochaine restent cependant incertaines La BNS n'avait encore jamais réalisé un bénéfice semestriel d'une telle ampleur. Ce profit s'explique avant tout par le résultat réalisé sur les positions en monnaies étrangères, qui

s'est élevé à 49,3 milliards de francs. Comme le franc s'est nettement affaibli au cours des six premiers mois de l'année, les placements en devises étrangères ont gagné en valeur en francs. Les gains de change qui en résultent s'élèvent à près de 30 milliards. Le stock d'or a pour sa part généré une plus-value de 12,2 milliards, a indiqué mercredi l'institut d'émission dans son rapport intermédiaire. Le bénéfice semestriel est dû uniquement au

premier trimestre, période durant laquelle la BNS avait enregistré un bénéfice de 58,8 milliards de francs. Le deuxième trimestre a été moins favorable pour l'institut d'émission, qui a subi une perte de 2 milliards. D'avril à juin, la BNS a bénéficié de la hausse des marchés des actions et du prix de l'or. Toutefois, le raffermissement du franc et la légère hausse des taux d'intérêt à long terme ont pesé sur les résultats.

ANDORRE

Plus de protection pour les travailleurs indépendants

Le ministre de la Présidence, de l'Économie et de l'Entreprise, et le secrétaire d'État à l'Économie, ont présenté le projet de loi portant mesures pour les travailleurs indépendants. La modification répond à une demande répétée du secteur, qui réclamait le fait d'être assimilé aux salariés dans certains droits et obligations. « Nous soulignons l'engagement ferme du Gouvernement envers ce groupe », a déclaré Gallardo. Le ministre a souligné que les travailleurs indépendants qui cotisent à la CASS ont augmenté de 14,7 % au cours de la période de 2017 à 2021, s'élevant à près de 8 000 personnes selon les données de la CASS, et qu'ils constituent une partie importante du secteur entrepreneurial du pays. Cependant, Gallardo a également souligné qu'au cours de la même période, les revenus déclarés sont passés de 29 % du PIB à 25 %, une baisse marquée principalement par les effets de la crise économique résultant de la

COVID-19. Par conséquent, le projet de loi vise à promouvoir le travail indépendant en tant que ressource de productivité pour l'économie andorrane, en le valorisant et en améliorant les conditions de développement de cette activité, notamment dans les domaines de la conciliation professionnelle et familiale, des conditions de cotisation, de dépendance à un seul client et des mesures fiscales. « Il s'agit d'un ensemble de mesures qui devraient aider les travailleurs indépendants à continuer à peser dans l'économie andorrane et à garder ce poids qu'ils ont eu historiquement », a souligné le ministre. Ainsi, le projet de loi est structuré en six titres. Le premier vise à donner une sécurité juridique aux travailleurs indépendants ayant une dépendance : ce sont ceux dont l'activité professionnelle dépend à au moins à 80 % d'un seul client, il est donc nécessaire de leur accorder certains droits similaires aux salariés. Dans cette section, les exigences ainsi que les droits acquis

sont déterminés, tels que ceux relatifs aux heures de travail, aux causes de rupture de contrat et à la promotion du recours à la médiation dans les conflits. Le titre II réglemente et rassemble les mesures dans les domaines de la fiscalité, de la sécurité sociale et de la protection sociale et socio-santitaire des travailleurs indépendants. Concrètement, la loi sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPF) est modifiée pour permettre des réductions liées à l'activité professionnelle, des exonérations sont instaurées en cas de rendements inférieurs à 24 000 euros ainsi qu'une bonification au cours de la première année d'activité. Il est également proposé que des prestations financières d'invalidité due à un accident du travail, à la maternité ou à l'adoption et au risque de grossesse, la part professionnelle de la cotisation soit assumée, entre autres, par la CASS

ETATS-UNIS

Le syndicat des ouvriers de l’automobile UAW va soutenir Kamala Harris pour la présidentielle

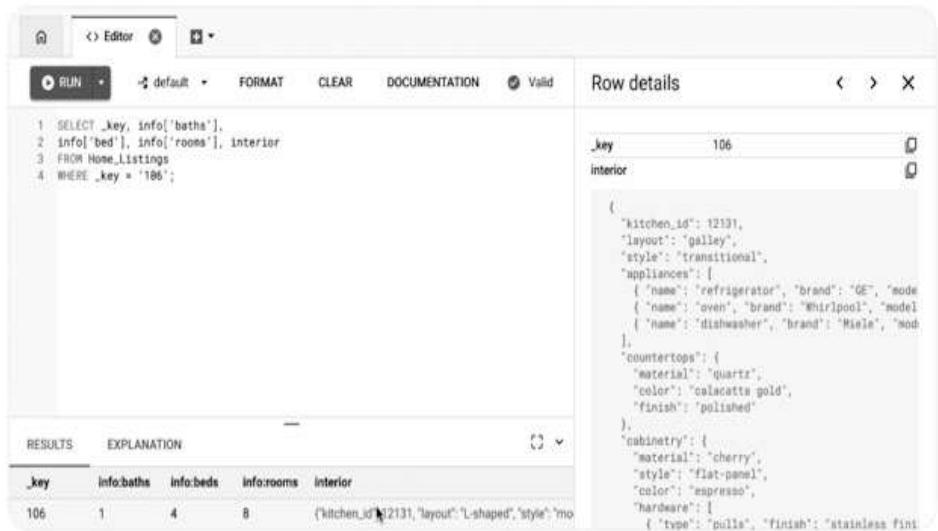
Le syndicat américain des ouvriers de l'industrie automobile (UAW) a annoncé dans un communiqué, apporter son soutien à la vice-présidente Kamala Harris afin qu'elle devienne la candidate officielle du Parti démocrate pour l'élection présidentielle du 5 novembre prochain. "Nous sommes à la croisée des chemins. Nous pouvons soit réélire un milliardaire dont les idées sont contraires à tout ce pour quoi notre syndicat lutte, ou nous pouvons élire Kamala Harris qui sera à nos côtés dans la guerre contre la cupidité des entreprises", a déclaré le président de l'UAW, Shawn Fain, dans le communiqué. "Notre objectif pour cette élection est de battre Donald Trump et de faire élire Kamala Harris, afin de poursuivre sur la lancée de son solide bilan en faveur des classes laborieuses", a-t-il ajouté. Le choix de l'UAW n'est pas à proprement parler une surprise, dans la mesure où il avait apporté, dès janvier, son soutien au président Joe Biden. Le choix de ce dernier de se retirer de la course à la Maison-Blanche tout en annonçant soutenir la candidature de sa vice-présidente laissait supposer un soutien équivalent de la part de l'UAW.

Bataille pour le vote des ouvriers

Joe Biden a régulièrement soutenu les syndicats américains durant son mandat, se rendant même sur un piquet de grève de l'UAW, une première pour un président américain, alors que ce dernier luttait pour obtenir une forte hausse des salaires dans le secteur automobile. Outre le soutien de l'UAW, Joe Biden avait reçu celui du syndicat des métallurgistes, USW, qui a annoncé le 22 juillet apporter désormais son soutien à Kamala Harris. Les candidats républicain et démocrate se livrent une bataille acharnée pour gagner le vote des ouvriers, alors que les Etats où ces derniers sont historiquement plus nombreux, en particulier la Pennsylvanie et le Michigan, pourraient être ceux où se jouera l'élection présidentielle. L'électorat populaire blanc avait joué un rôle décisif pour porter le magnat républicain au pouvoir en 2016. En 2020, Joe Biden avait fait mieux auprès de ces électeurs qu'Hillary Clinton en 2016: il avait capté 33% de leurs voix, toutefois loin derrière les 65% de son rival, d'après l'institut Pew Research

Pour l'IA, Google Cloud enrichit Spanner et Bigtable

Google Cloud a mis à jour ses services de base de données pour aider les développeurs à créer des applications IA. Spanner gagne ainsi le traitement des graphes et Bigtable supporte SQL.



Progressivement, les hyperscalers adaptent et positionnent leurs services de base de données pour les applications d'IA. C'est le cas de Google Cloud qui vient d'annoncer une vague de mise à jour de plusieurs services. Ainsi Spanner, l'offre de base de données SQL distribuée entièrement managée se voit doter de traitement des graphes (sous l'appellation Spanner Graph). Pour les analystes, ces capacités devraient permettre aux développeurs de créer plus facilement des applications pour des cas d'usage de l'IA comme des systèmes de recommandation plus pertinents et la détection des fraudes.

Selon Steven Dickens, consultant chez The Futurum Group, Spanner Graph répond à la demande croissante de solutions avancées de traitement des données et d'analyse de la pile d'IA dans divers secteurs d'activité. « Les bases de données en graphe sont particulièrement utiles pour le RAG (Retrieval-Augmented Generation) car elles excellent dans la modélisation et l'interrogation de relations complexes entre les points de données. Cette capacité améliore la recherche d'informations pertinentes dans les applications d'IA, et donc la précision et la pertinence des résultats générés », a déclaré M. Dickens.

Selon Tony Baer, analyste principal chez dbInsight, l'augmentation de la demande de graphes de connaissance et le modèle RAG par graphe, qui peut fournir un contexte, en rendant explicites les relations entre les intégrations vectorielles, explique aussi l'ajout de la fonction traitement des graphes. Spanner reste « essentiellement un système de gestion de base de données relationnelle (SGBD) » et enregistre les données en interne, y compris les données graphes sous forme de tableaux avec des lignes et des colonnes, a expliqué pour sa part Carl Olofson, vice-président de la recherche d'IDC. « Avec cette possibilité, les utilisateurs peuvent ajouter des graphes aux bases de données relationnelles existantes et utiliser les mathématiques des graphes pour traiter les données des tableaux », a-t-il ajouté. Il estime par ailleurs qu'en termes de performances, Spanner ne pourra peut-

être pas « vraiment défier » les bases de données graphes spécialisées, comme Neo4j, OrientDB, TigerGraph et Aerospike Graph, qui prennent en charge les déploiements de graphes purs.

Bases de données multi-modèles et spécialisées

« La décision de Google d'ajouter des capacités de traitement des graphes à Spanner s'inscrit dans la tendance des vendeurs de solutions SGBD, qui veulent être perçus comme des fournisseurs de soutien stratégique aux bases de données en aidant les entreprises à consolider leurs besoins en database, à ajouter des capacités multi-modèles ou des fonctionnalités offertes par des bases de données spécialisées », a expliqué M. Olofson. C'est ce que font déjà des fournisseurs comme Oracle, AWS, Microsoft, Google et MongoDB en ajoutant des capacités vectorielles. Auparavant, celles-ci n'étaient proposées que par des bases de données spécialisées comme Pinecone, Weaviate et Milvus. De la même manière, selon Alexander Wurm, analyste principal chez Nucleus Research, en ajoutant des traitements des graphes à Spanner, Google se met en position de rivaliser avec des bases de données comme Neo4j, Amazon Neptune et Microsoft Azure Cosmos DB. « Ces fonctions de graphes vont simplifier les tâches de gestion des données pour les développeurs, car ils pourront désormais utiliser une seule plateforme pour interroger les données structurées et connectées, et faciliter ainsi la gestion de plusieurs bases de données », a fait remarquer M. Dickens, ajoutant que ce gain d'efficacité facilitera le business. Par ailleurs, Tony Baer, analyste principal chez dbInsight, a souligné que Spanner Graph comblait une lacune dans le portefeuille de bases de données cloud de Google, d'où la fonction était « jusqu'à présent manifestement absente ». « Google commence probablement par Spanner, car le fournisseur veut s'attaquer à l'évolutivité horizontale, qui a longtemps été le talon d'Achille des bases de données en graphe », a avancé M. Baer.

Interopérabilité entre GQL et SQL

Selon Andi Gutmans, vice-président de l'ingénierie des bases de données de Google, dorénavant, Spanner Graph, ou Spanner en général, prendra en charge le langage de requête graphique (GQL) et la base de données offrira également une interopérabilité avec SQL. Selon les analystes, l'interopérabilité avec SQL fera profiter Google de l'usage courant et généralisé de SQL par les développeurs et les experts des données, qui n'auront pas à apprendre un autre langage de requête. Google a aussi indiqué que Spanner serait disponible sous une autre forme, baptisée Spanner Editions, et qu'elle inclurait la base de données cloud avec les éditions Standard, Enterprise et Enterprise Plus. « Les trois éditions, dont les tarifs sont différents, devraient cibler plus d'entreprises et offrir plus de flexibilité », a ajouté le fournisseur.

Support SQL pour Bigtable

L'ajout du support SQL au service de base de données NoSQL Bigtable, qui comprend plus de 100 fonctions SQL, fait partie des autres mises à jour apportées par Google. « De K-NN (K-nearest neighbors) pour le développement d'applications d'IA générative à la manipulation de JSON pour le traitement des journaux, en passant par l'utilisation de croquis de données pour l'analyse en temps réel, il est désormais plus facile que jamais de construire des applications en temps réel et à haute performance », a déclaré Andi Gutmans de Google, pour justifier l'ajout de la prise en charge de SQL à Bigtable. Selon M. Dickens, du Futurum Group, le support de SQL répondra aux besoins évolutifs des développeurs et des entreprises qui cherchent à tirer parti des performances et de l'évolutivité de Bigtable à l'aide de requêtes SQL familières. « Le timing de cette mise à jour reflète la pression qu'exercent les fournisseurs de bases de données cloud rivaux et la demande croissante d'analyses en temps réel, ainsi que le besoin de solutions de bases de données évolutives pouvant gérer divers types de données et charges de travail », a déclaré M. Dickens.

Selon lui, le support de SQL rend aussi Bigtable plus compétitif sur le marché, et il pourra ainsi attirer une base d'utilisateurs plus large et inciter à une utilisation plus étendue des services cloud. « Aujourd'hui, les hyperscalers ciblent la gravité des données et cherchent à déplacer les données vers leurs plateformes cloud pour fournir une base pour les cas d'usage de l'IA ». Dans un autre communiqué, le fournisseur a annoncé la disponibilité générale de connecteurs Spark pour PySpark, Scala et SparkSQL afin d'aider les scientifiques des données à construire des pipelines de données et à former de grands modèles d'apprentissage machine sur Bigtable.

Avec l'IA, la Darpa va convertir son vieux code C en Rust

L'agence américaine de R&D appliquée à la défense entend suivre les recommandations de la Maison Blanche sur l'adoption du langage Rust, jugé plus sécurisé que C et C++. La Darpa a engagé un programme nommé Tractor de réécriture de son code historique à l'aide de l'IA. L'été est souvent propice à la réflexion et au lancement de grands projets. Dans ce cadre, la Darpa (Défense Advanced Research Projects Agency) vient d'annoncer sa volonté d'« éliminer les vulnérabilités liées à la sécurité mémoire, une bonne fois pour toute ». Pour être plus précis, l'organisme veut réécrire son code historique en C vers le langage Rust jugé plus sécurisé pour la mémoire. Elle suit ainsi les recommandations récentes de la Maison Blanche qui a exhorté les développeurs à abandonner C et C++ au profit de langages sans risque de vulnérabilités pour la mémoire. Elle fait référence à ceux qui sont protégés contre les débordements de mémoire tampon, les lectures hors-limites (out-of-bounds reads) et les fuites de mémoire. La NSA en 2022 avait déjà soulevé le problème en proposant de migrer vers les langages Rust, C#, Go, Java, Ruby et Swift.

Tractor, un outil de conversation basée sur l'IA

Dans le cadre de la Darpa, cette migration va s'effectuer à travers un projet nommé Tractor, acronyme de « TRanslating All C TO Rust ». Cet outil de conversation de code va s'appuyer sur la puissance de l'IA pour automatiser ce travail. Dan Wallach, directeur du programme Tractor indique dans un communiqué, « vous pouvez aller sur n'importe quel site web d'un LLM, commence à chatter avec l'un des chatbots d'IA et tout ce que vous avez à dire est « voici du C, veuillez traduire en code idiomatique Rust sûr », couper, coller et quelque chose en sort et c'est souvent très bon, mais pas toujours ». Il ajoute, « le défi de la recherche est d'améliorer considérablement la conversation automatique de C en Rust en particulier pour la construction plus pertinente des programmes ». Dans ce travail, Dan Wallach s'attend à ce que les propositions comprennent des combinaisons inédites d'analyses logicielles (statique et dynamique) et de LLM. La Darpa va organiser des concours publics pour tester les capacités de Tractor. Ce dernier doit s'efforcer de créer la même qualité et le même style qu'un développeur Rust compétent produirait.

Mots fléchés

Farfelu	↓	Nicolas II fut le dernier	↓	Plante parasite	↓	Frontière entre l'Allemagne et la Pologne	↓	Apaisements	↓	Cépage espagnol	↓	Foyers de cheminées	↓
Stupéfient		Dirigeable		Mot de passe		Nouveau congé				Distancer			
	→		↓		↓		↓				↓		
Matérialité	→							Fils de Noé	→			Clôtures végétales	
Quadrilatère								Astéroïde (85)					
	→				Consécration	→		↓				↓	
					Fer								
Cobalt	→		Un petit cochon	Instruis	↓	Laceras	→						
Oriflamme						Ancienne Allemagne							
	→		↓	↓		↓							
								Véridique	→				À cet endroit
Acteur américain (James)	→				Neveu de Donald Duck	→				Natifs	→		↓
Épuras					Nanomètre								
	→				↓			Attrapé	→				
								Esquiva					
Protestai		Groupe de rap français	→			Possessif	→	↓		Vomitif		Petit officier	
	→					Petite grenouille							
					Ravivé	→				↓		↓	
					Ôter la vie								
Jamais		Fromage grec	→		↓			Dîme	→				Prénom féminin
	→	Hurlerment											↓
		↓	Dégoulinée	→							Prénom féminin	Fils d'Aphrodite	
			Fades										
Sélection	→		↓	Exanewton	→		Enraciner	→			↓	↓	
Barbouilleurs				Opiniâtres			Sans compagnie						
	→			↓			↓	Grosses mouches	→				
								Humour					
Relatif aux chevaux		Sélénium	→		Film de Polanski	→		↓		Singulier de Lei	→		
	→												
					Supprime	→			Ancienne monnaie chinoise Elle peut être de Chine	→			
Général de Napoléon (Louis)		Gastéropode marin	→							Vieilles colères		Elle monte au printemps	
	→				Armée levée	Poème court		Ils sont souvent douillets	→	↓		↓	À l'attaque
Effleura		Actinium	↓	Ville de l'Indre	→	↓		Fondés	→				↓
	→	↓	↓	Contraire du fla				Lieu de fouilles					
							Bison d'Europe	→			Regardé	→	
Circons-tance	→			Félins à robes tachetée	→								

Dans ce grand pays, certaines Audi vont bientôt devoir changer de logo



Bientôt en Chine, les Audi développées pour le marché local, pourraient ne plus avoir le logo des anneaux sur la voiture. Mais difficile de savoir ce qui remplacera.

Difficile de penser à une Audi sans avoir en tête son fameux logo des anneaux. Pour rappel, ces quatre anneaux imbriqués symbolisent la fusion en 1932 de quatre constructeurs automobiles indépendants qu'étaient Audi, DKW, Horch et Wanderer. Sauf que ce symbole, connu dans le monde entier, pourrait ne plus orner les calandres (ni la malle de coffre d'ailleurs) de certains modèles dans quelques temps. On ne parle pas là de nos contrées, mais de la Chine.

En effet, selon Reuters, qui cite deux personnes ayant connaissances des plans sur place, il semblerait que les prochaines Audi électriques développées localement pour le marché chinois spécifiquement, ne porteront plus les quatre anneaux. Pourquoi cette décision ?

Neuf modèles d'ici 2030

En réalité, il n'y a aucune animosité de l'Empire du Milieu envers le constructeur allemand. Mais le fait de ne plus afficher les anneaux reflète l'utilisation de l'architecture automobile co-développée avec le partenaire chinois SAIC ainsi que la dépendance accrue à l'égard des fournisseurs et des technologies locaux.

En réalité, SAIC est déjà un partenaire de longue date de Volkswagen. Mais plus récemment, en mai, le géant chinois, auquel MG appartient, a annoncé le développement d'une plateforme commune pour véhicules électriques avec Audi. Cela pourrait donc directement concerner la future série de modèles "Purple" à venir, avec neuf modèles électriques d'ici à 2030. Mais spécifiquement développés pour la Chine, afin de mieux coller à ses exigences, et de viser davantage de clients. Alors même que les constructeurs étrangers vendent de moins en moins.

Quel logo pour remplacer ?

Reste maintenant à savoir ce qui remplacera ce logo aux anneaux à l'avant et à l'arrière des futures Audi chinoises ? Pour le moment, on n'en sait rien. Peut-être un logo différent ? Peut-être le nom d'Audi en toutes lettres ? On devrait en savoir plus dès novembre prochain, avec la présentation d'un premier concept-car, qui devrait justement lancer sur les rails la future série de modèles.

Si pour l'heure Audi n'a pas commenté ces informations sur la potentielle disparition du logo de ses futurs modèles chinois, de son côté, SAIC se serait montré un peu plus bavard auprès de Reuters en précisant que les futurs modèles électriques en question seraient de "véritables Audi avec un ADN Audi authentique".

Nouvelle faillite d'une marque bien connue du monde de l'automobile !

Au même moment que Recaro, le spécialiste des jantes BBS dépose lui aussi le bilan. Il s'agit de la cinquième fois depuis 2007.



Coup dur pour l'industrie automobile allemande. En même temps que le célèbre fabricant de sièges Recaro déposait le bilan, la renommée marque de jantes BBS fondée en 1970 suivait la même procédure de faillite. Le fabricant est actuellement sous une administration provisoire ordonnée par le tribunal du district de Rottweil.

Un énième dépôt de bilan...

Malheureusement pour BBS, il s'agit de la cinquième fois que l'entreprise déclare faillite. En effet, le fabricant a été sauvé en 2007 et 2010, puis en 2020 par le fabricant d'amortisseurs KW, et même rien que l'année dernière en 2023, par l'entrée au capital de l'investisseur turc ISH Group. Le repos a donc été de (très) courte durée pour les 270 salariés qui se retrouvent à nouveau sous la menace d'une perte de leur emploi. Il y a quatre ans, la presse locale rapportait que BBS avait dû se séparer d'un tiers de ses effectifs après le dépôt de bilan de 2020.

...en Allemagne seulement !

Mais si vous pensez qu'il s'agit de la fin définitive de BBS, ce n'est pas le cas ! En effet, le fabricant est en quelque sorte partagé en trois divisions : Allemagne, Japon et Etats-Unis. En réalité, cette faillite ne concerne que BBS Autotechnik GmbH, la branche Outre-Rhin du fabricant. Ce qui veut dire que les opérations de l'autre côté de l'At-



lantique aux Etats-Unis ainsi qu'au Japon continuent. C'est d'ailleurs au pays du soleil levant que sont fabriquées les jantes dites forgées, tandis que l'Allemagne s'occupe des jantes moulées et fluotournées. C'est aussi au Japon que sont fabriquées les jantes utilisées en compétition, notamment en Formule 1. "Notre approvisionnement en produits forgés BBS en provenance de BBS Japon n'est pas affecté par la demande d'ouverture de procé-

dure d'insolvabilité en Allemagne. Nous continuerons à fournir des roues forgées de manière constante et nous avons augmenté nos commandes pour répondre à la demande" confirme la division américain de BBS. Une très bonne nouvelle donc pour les amateurs de tuning. Pour ceux qui ne sont pas intéressés par les modèles forgés, les opérations en Allemagne restent tout de même limitées et il reste des modèles en stock.

Mots fléchés

Farfelu	↓	Nicolas II fut le dernier	↓	Plante parasite	↓	Frontière entre l'Allemagne et la Pologne	↓	Apaise-ments	↓	Cépage espagnol	↓	Foyers de cheminées	↓
Stupé-fient		Dirigeable		Mot de passe		Nouveau congé				Distancer			
	→		↓		↓		↓				↓		
Matéria-lité	→							Fils de Noé	→			Clôtures végétales	
Quadri-latère								Astéroïde (85)					
	→				Consé-cration	→		↓				↓	
					Fer								
Cobalt	→		Un petit cochon	Instruis	↓	Laceras	→						
Oriflamme						Ancienne Allemagne							
	→		↓	↓		↓							
								Véridique	→				À cet endroit
Acteur américain (James)	→				Neveu de Donald Duck	→				Natifs	→		↓
Épuras					Nanomètre								
	→				↓			Attrapé	→				
								Esquiva					
Protestai		Groupe de rap français	→			Possessif	→	↓		Vomitif		Petit officier	
	→					Petite grenouille							
					Ravivé	→				↓		↓	
					Ô ter la vie								
Jamais		Fromage grec	→		↓			Dîme	→				Prénom féminin
	→	Hurlerment											↓
		↓	Dégou-linée	→							Prénom féminin	Fils d'Aphrodite	
			Fades										
Sélection	→		↓	Exanewton	→		Enraciner	→			↓	↓	
Barbouil-leurs				Opiniâtres			Sans compagnie						
	→			↓			↓	Grosses mouches	→				
								Humour					
Relatif aux chevaux		Sélénium	→		Film de Polanski	→		↓		Singulier de Lei	→		
	→												
					Supprime	→			Ancienne monnaie chinoise Elle peut être de Chine	→			
Général de Napoléon (Louis)		Gasté-ropode marin	→							Vieilles colères		Elle monte au printemps	
	→				Armée levée	Poème court		Ils sont souvent douillets	→	↓		↓	À l'attaque
Effleura	Actinium	Ville de l'Indre	→		↓	↓		Fondés	→				↓
	↓	Contraire du fla						Lieu de fouilles					
		↓						↓					
							Bison d'Europe	→			Regardé	→	
Circons-tance	→			Félins à robes tachetée	→								

LAGHOUAT

Six blessés dans un incendie

Six personnes ont été blessées dans un incendie déclenché, ce lundi, aux environs de 11 h 30, à dans un immeuble dans la wilaya de Laghouat. Selon la direction générale de la Protection civile (DGPC), « les sapeurs-pompiers sont intervenus à 11h30, pour éteindre un incendie qui s'est déclaré au premier étage d'un appartement dans le quartier Al-MakdarSelon la même source, « les unités de la Protection civile ont réussi à empêcher l'incendie de se propager au reste de l'immeuble ». Âgées de 6 à 63 ans, les victimes, dont cinq en détresse respiratoire et un avec des brûlures diverses, ont été secourues et transportées à l'hôpital local. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité pour déterminer les circonstances de ce sinistre qui aurait pu coûter la vie aux victimes.



JO 2024

Le président de la République félicite dans un appel téléphonique la gymnaste Kaylia Nemour pour sa médaille d'or

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a félicité, dimanche soir, dans un appel téléphonique la gymnaste algérienne Kaylia Nemour qui a remporté la médaille d'or en gymnastique (spécialité barres asymétriques) aux Jeux Olympiques de Paris 2024, indique un communiqué de la Présidence de la République. Le Président de la République a félicité la championne olympique pour sa médaille d'or et sa magnifique performance et pour avoir fait honneur à l'Algérie. De son côté, la championne a remercié le président de la République pour son soutien et ses encouragements constants envers les athlètes.

TÉBESSA

59 points de vente de manuels scolaires

La direction de l'éducation de la wilaya de Tébessa a réservé 59 points de vente de manuels scolaires en prévision de la prochaine rentrée 2024-2025, apprend-on lundi de cette direction. Ces points se répartissent sur 49 établissements scolaires et 10 librairies privées, a précisé le chef du service de programmation et de suivi de cette direction, Bachir Mancor, qui a assuré la disponibilité en quantités suffisantes des manuels scolaires pour en favoriser la distribution en toute aisance. Le même responsable a affirmé que des équipes mixtes ont été mobilisées en coordination avec la direction de wilaya du commerce pour le contrôle de l'opération de vente aux tarifs fixés par l'Office national des publications scolaires pour lutter contre la spéculation. L'ouverture de ces points de vente répartis à travers les diverses régions de la wilaya permet de rapprocher ces outils pédagogiques des parents d'élèves notamment ceux habitant les localités reculées, est-il indiqué.

DEMANDE DE VISA POUR LE CANADA

Des délais réduits pour les Algériens

Le délai de traitement des demandes de visa pour le Canada fait toujours l'objet de plusieurs débats. Le pays connu pour son attractivité est aussi réputé pour les longs délais de traitement des dossiers d'immigration et de visa. Les étrangers qui formulent une demande pour partir au Canada doivent subir des délais interminables et des retards considérables. Toutefois, ce n'est plus le cas, du moins pour les ressortissants algériens. Le département immigration de ce pays a décidé de revoir le délai de traitement des demandes de visa formulées par les visiteurs algériens. Le Canada réduit le délai de traitement

des dossiers des Algériens à 28 jours. Nombreux sont les voyageurs qui renoncent à leurs projets de se rendre au Canada, en raison de ces délais. Les ressortissants de certains pays doivent patienter plus d'un an pour avoir une réponse sur leur demande de visa visiteur pour le Canada. Dans certains pays africains, les services consulaires canadiens mettent jusqu'à 700 jours pour traiter un dossier de visa visiteur. Pour rappel, en 2022, Ottawa avait promis de réduire ce temps d'attente pour permettre aux visiteurs internationaux de rejoindre le Canada rapidement. Visiblement, cette promesse commence à porter ses fruits. Dans une mise à jour, effectuée en date

du 30 juillet 2024, Immigration, réfugiés, citoyenneté Canada a fait savoir que le délai de traitement des dossiers des Algériens a été réduit. Quels sont les types de visa visiteurs pour le Canada ? Pour mémoire, en octobre 2023, le Canada avait annoncé la baisse du temps d'attente des Algériens à 68 jours. Désormais, ce délai passe à 28 jours. Par ailleurs, Immigration, Réfugiés, Citoyenneté Canada indique, sur son site, que ce délai peut varier en fonction de la demande et de sa complexité. Si cette dernière n'était pas complète, elle pourrait vous être retournée ou son traitement pourrait être retardé.

KAMEL BADDARI

« 70,22% des bacheliers orientés vers l'un de leurs trois premiers choix »

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a animé, ce lundi, une conférence de presse, au cours de laquelle il a livré les résultats

du traitement des choix des formations universitaires, émis par les nouveaux bacheliers, à la phase des pré-inscriptions. Il a rappelé que 381 428 lauréats du baccalauréat session juin

2024, se sont enregistrés sur la plateforme Progress, soit une proportion de 97,81%. Le traitement des dix choix de filières, classés par ordre de priorité en fonction de la moyenne générale

obtenue au baccalauréat ou la moyenne pondérée (prise en compte de la note de la matière essentielle) a permis de satisfaire l'une des trois premières options exprimées dans 70,22% des cas

MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

« De gros moyens mobilisés pour défendre notre championne »

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahman Hammad, a affirmé, dans un post sur les réseaux sociaux, que les autorités algériennes mobilisent tous les moyens pour défendre, au sein des instances judiciaires compétentes, l'intégrité morale et l'honneur de la boxeuse Imane

Khelif. L'athlète est victime, depuis plusieurs jours, d'une campagne de dénigrement et d'harcèlement sans précédent. La Fédération internationale de la boxe (IBA), qui l'a exclue l'année dernière de toutes les compétitions organisées sous son égide, participe active-

ment à cette cabale. « Nous riposterons à toutes les provocations avec force. Nos moyens sont inépuisables quand il s'agit de défendre notre championne et les femmes algériennes en général » a écrit le ministre.

RÉDUCTION DU COÛT FISCAL

Le constat de FINABI Conseil

Le cabinet FINABI Conseil incite les entreprises à «amortir sur les durées économiques car les dividendes distribués augmenteront et la qualité de l'information sera meilleure sans aucun risque fiscal ». L'amortissement comptable, explique Chabane Assad fondateur dudit cabinet, «doit traduire la réalité économique de l'usure des immobilisations (investissements) ». Ainsi, «une machine industrielle dont la durée d'utilisation est de 40 ans doit être amorti de 2,5% chaque année. Si les véhicules sont utilisés sur 10 ans, l'entre-

prise doit constater une charge économique de 10% ». Le référentiel comptable étend cette logique économique sur les composants des immobilisations. Ainsi, dira M. Chabane, « un navire constitué de composants (coque, moteurs et aménagements) doit être amorti d'une manière analytique par composant. Cependant, depuis l'application du SCF en Algérie (2010), la majorité des entreprises continuent malheureusement à amortir sur des durées fiscales rigides sans aucune corrélation avec la réalité économique ». Cette situation «cocasse s'explique essentiellement

par le fait que les entreprises préfèrent réduire le risque de redressement fiscal et altèrent ainsi la qualité de l'information comptable publiée et le calcul de leurs coûts de revient car ils logent des charges d'amortissements fiscaux excessives ». Au chapitre des conséquences, M. Assad relève « des résultats comptables réduits artificiellement qui impactent la rentabilité financière et des coûts de revient gonflés qui menacent leur compétitivité et créent une augmentation de prix sans aucune légitimité économique».